



Communiqué de presse

Lors du sommet historique du FMMD, les villes joignent des gouvernements nationaux pour parler de la gestion des migrations

Les dirigeants locaux discutent de la gestion des migrations avec les gouvernements nationaux et demandent une meilleure coordination des politiques locales et nationales, des cadres juridiques plus solides qui protègent les migrants et renforcent l'autonomie des villes, et un meilleur accès aux financements internationaux.

GENÈVE, 29 janvier 2021 - Du 18 au 26 janvier, plus de 90 représentants des gouvernements locaux et régionaux de 48 villes et réseaux de villes du monde entier ont participé au 13^{ème} Sommet [du Forum mondial sur la migration et le développement](#) (FMMD).

S'exprimant aux côtés des gouvernements nationaux, les villes ont fait part des mesures pragmatiques et audacieuses qu'elles prennent au niveau local pour inclure les migrants, notamment en réponse à la COVID-19, que ce soit en offrant un accès égal au dépistage et au traitement, une indemnisation directe en espèces quel que soit le statut des bénéficiaires, ou des services d'assainissement dans les quartiers défavorisés.

Les villes ont demandé aux gouvernements nationaux d'améliorer ou d'établir des structures de coordination des politiques locales et nationales, en particulier en temps de crise ; de veiller à ce que les villes disposent de mandats juridiques et budgétaires adéquats pour protéger les migrants ; et de modifier les systèmes de financement internationaux afin que les villes puissent accéder aux ressources dont elles ont un besoin urgent, afin qu'elles puissent mieux servir tous les membres de leurs communautés, y compris les migrants. Ces appels sont essentiels car 95 % de tous les cas de COVID-19 se présentent dans les zones urbaines — où vivent la majorité des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays — et les villes du monde entier pourraient être confrontées à une perte de 25 % de leurs ressources en 2021 à cause de la COVID-19.

Accueilli sous la présidence des **Émirats arabes unis**, le FMMD de cette année a connu son sommet le plus inclusif jamais organisé, offrant aux gouvernements locaux et nationaux une véritable opportunité de se réunir dans le cadre d'un dialogue commun.

Le Sommet a réuni plus de 2 000 participants virtuellement pour discuter de questions complexes telles que les lacunes dans la protection des migrants, la migration de main-d'œuvre et la migration irrégulière. Plus de 840 représentants des gouvernements nationaux de 116 États étaient présents. **Le Mécanisme des Maires a assuré que plus de 90 collectivités locales et régionales pouvaient se joindre aux discussions en tant que participants actifs, dont 25 dirigeants locaux en tant que panélistes s'exprimant lors de 18 des événements officiels du Sommet.**

Comme partie intégrale du Sommet, le Mécanisme des Maires a organisé un dialogue entre les gouvernements locaux et nationaux sur « [Permettre des solutions locales pour une réponse et un relèvement inclusif au COVID-19](#) » le vendredi 22 janvier. Un aperçu complet de cette session, y compris un rapport détaillé, des clips vidéo et des images, est disponible via l' [Institut International du Développement durable \(IIDD\)](#).



Le Mécanisme des Maires, avec les gouvernements de Canada, l'Équateur et l'OIM, a aussi organisé une réunion sur les « [Récits sur la migration équilibrés](#) », où les participants discutaient de la façon dont des campagnes comme [It Takes A Community](#) peuvent créer des partenariats et contribuer à des communautés plus accueillantes.

Cinq priorités ont émergé tout au long des sept jours du Sommet :

- 1. Garantir l'accès aux services pour tous, y compris pour les personnes en situation irrégulière ou sans papiers.** L'accès aux services fait partie intégrante de la gestion d'une ville. En pratique, les villes ont besoin d'un environnement juridique national favorable, de ressources, de données localisées et de réseaux de proximité pour faire de l'égalité d'accès aux services une réalité concrète. Les villes ont appelé les gouvernements nationaux à répondre à ces besoins, par exemple en élargissant les voies d'accès régulière et les programmes de régularisation et en reconnaissant ces programmes comme des outils politiques intelligents pour garantir la santé et la sécurité de chacun en période de pandémie et au-delà.
- 2. Équilibrer les discours sur la migration pour construire des communautés inclusives.** La protection des migrants contre la discrimination et la création de discours plus solides, plus équilibrés et plus résistants sur la migration font partie du mandat des villes pour que chacun puisse se sentir en sécurité. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel de communiquer avec le grand public et de répondre à ses véritables préoccupations. Les villes appellent les gouvernements nationaux et d'autres à se joindre à cet effort, par le biais de l'apprentissage par les pairs et de partenariats multi-acteurs.
- 3. Promouvoir l'inclusion économique des migrants comme un levier important du développement durable.** Les villes sont des partenaires importants dans l'élaboration de politiques efficaces de migration de la main-d'œuvre et de mise en correspondance des compétences, en particulier lorsqu'il s'agit de protéger les migrants dans le secteur informel et de favoriser l'entrepreneuriat et l'inclusion des migrants. Ils contribuent à la collecte de données locales et sont bien placés pour mettre en relation les différents acteurs. Les villes appellent les États à établir des partenariats avec elles afin que les politiques puissent être ancrées dans ces réalités locales et bénéficier de l'expertise et des réseaux existants.
- 4. Mettre en place et renforcer des structures de coordination des politiques locales-nationales sur la migration.** Les villes et les gouvernements nationaux ont illustré que les structures de coordination des politiques locales-nationales pourraient bénéficier la gestion conjointe des migrations par les gouvernements nationaux et les villes, en particulier lorsqu'ils sont confrontés à une crise comme celle de la COVID-19. Ces structures sont des outils importants pour s'assurer que les migrants sont inclus dans les efforts de réponse et de rétablissement de la COVID-19. Bien qu'il n'existe pas d'une formule unique, les villes appellent les gouvernements nationaux à mettre en place des structures de coordination et de communication locales-nationales plus nombreuses, efficaces et durables.



- 5. Accroître l'accès des municipalités au financement international.** Les villes sont demandées de faire plus avec moins de moyens. C'était vrai avant la pandémie, mais l'impact économique et social de la crise rend cela encore plus évident. Rien qu'en 2021, les villes africaines devraient perdre jusqu'à 65 % de leurs revenus. À l'échelle mondiale, les villes risquent de subir une perte de 25 %, ce qui aura et a déjà eu des effets énormes sur ceux qui en ont le plus besoin. Les villes ont demandé un meilleur accès au financement international et ont souligné l'importance de programmes de financement innovants, y compris le [Fonds mondial des villes pour une réponse inclusive à la pandémie, dirigé par le MMC](#) et le précédent important du [Fonds fiduciaire multipartenaire des Nations Unies pour la migration](#), qui comprend des organisations dirigées par les villes dans le cadre de son comité de pilotage.

Les villes ont exprimé leur volonté de continuer à s'engager dans le FMMD à l'avenir et de travailler avec le groupe de pilotage du FMMD, les groupes de travail et les parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile, pour faire progresser ces priorités thématiques jusqu'en 2021.

À propos du Mécanisme des Maires du FMMD :

Créé en 2018, le Mécanisme des maires - codirigé [par Cités et gouvernements locaux unis \(CGLU\)](#), le [Conseil des maires pour les migrations \(CMM\)](#) et l' [Organisation internationale pour les migrations \(OIM\)](#) - vise à inclure les autorités locales et régionales dans le processus du FMMD, à faire entendre leur voix et leur expertise dans les délibérations menées par les États, et à intensifier le dialogue entre les différents niveaux de gouvernement et les différents groupes de parties prenantes.

Pour plus de renseignements :

Contact: Sophie van Haasen, GFMD Mayors Mechanism Coordinator
Email: svanhaasen@mayorsmechanism.org
Site web: www.mayorsmechanism.org
Ressources: www.mayorsmechanism.org/gfmd-2020-resources-and-documents



ANNEXE : Citations

Emilia Saiz, Secrétaire Générale, Cités et Gouvernements Locaux Unis : « *Étant le niveau de gouvernement le plus proche de la population, les gouvernements locaux ont un rôle clé à jouer dans la protection de tous les membres de nos communautés. Ils doivent être impliqués dans les décisions qui affecteront les habitants de nos villes et de nos pays. Les décisions mondiales doivent tenir compte des réalités locales. Nous avons besoin d'un nouveau multilatéralisme qui reflète cela. Nous devons pouvoir faire la différence.* »

Vittoria Zanuso, Directrice Exécutive du Conseil des Maires pour la Migration : « *Les budgets municipaux ne sont pas à l'abri de l'énorme choc économique engendré par la pandémie de COVID-19. Rien qu'en 2021, les villes africaines pourraient perdre jusqu'à 65 % de leurs revenus. À l'échelle mondiale, les villes pourraient subir une perte de 25 %. Il est temps que la communauté internationale se présente aux villes et fournisse aux gouvernements locaux le soutien financier dont ils ont besoin pour fournir des services essentiels à tous leurs habitants.* »

Antonio Vitorino, Directeur Général de l'Organisation Internationale pour les Migrations : « *Le mécanisme des maires a conduit à l'inclusion formelle des voix des maires dans le FMMD. C'est grâce à cette plateforme que les gouvernements locaux ont un siège à la table de la gouvernance des migrations, aux côtés des gouvernements nationaux, de la société civile et du secteur privé - non seulement en tant qu'exécutants, mais aussi en tant qu'acteurs à part entière de la gestion des migrations.* »

Carola Gunnarsson, Maire de Sala, Suède : « *Nous considérons la migration comme un statut, pas comme une nature. Les migrants sont d'abord des voisins. Ils vivent dans notre ville, ils travaillent dans notre ville et ils doivent utiliser les mêmes services publics que tout autre citoyen.* »

Madelaine Alfelor Gazman, Maire d'Iriga, Philippines : « *En tant que dirigeants locaux, le FMMD nous offre un espace unique pour avancer dans la promotion d'une politique commune sur la migration. Son caractère inclusif et informel est essentiel pour créer des partenariats et identifier de nouvelles idées d'action et de collaboration. Cela nous a également permis d'échanger, d'identifier des synergies avec les gouvernements nationaux, la société civile et le secteur privé, afin d'améliorer notre coordination à tous les niveaux.* »

Mohamed Saadieh, Maire de Deirnbouh, Liban : « *Les gouvernements locaux ont joué un rôle majeur pour freiner la propagation du virus. Les villes devraient pouvoir utiliser l'aide d'urgence internationale pour accroître le soutien direct aux foyers vulnérables, y compris les migrants. Nous avons besoin de plus de coopération et de coordination entre les bailleurs de fonds, les ONG internationales et les gouvernements locaux pour développer des programmes d'assistance sur mesure.* »

Salvatore Martello, Maire de Lampedusa et Linosa, Italie : « *La migration fait partie de l'ADN de l'humanité. Je reste convaincu de l'importance des principes contenus dans le Pacte mondial des Nations Unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières - les flux migratoires doivent être gérés, pas arrêtés.* »



Ali A'Saf, Chef du Département de Collecte de Fonds , municipalité de Sahab, Jordanie : « *Nous devons protéger notre population de la pandémie. Quand je dis notre population, je parle de personnes de tous horizons, qu'ils soient jordaniens, syriens, égyptiens ou d'autres nationalités. Nous avons une vision urbaine de l'avenir et nous démontrons la capacité, en tant que gouvernement local, de se soucier de la santé de chacun.* »

Bitta Mostofi, Commissaire du Bureau des Affaires des Immigrants, New York City, États-Unis : « *En mettant nos communautés en contact avec des informations sur le COVID-19 et les soins gratuits, la location et l'aide alimentaire, [et] l'aide juridique en matière d'immigration, nous nous efforçons de faire en sorte qu'elles puissent obtenir les soins dont elles ont besoin sans craindre les conséquences d'un statut irrégulier. Alors que nous plaignons pour une réhabilitation globale qui donne la priorité aux besoins de nos habitants voisins les plus vulnérables, nous voulons que tous les New-Yorkais soient responsabilisés par la connaissance de leur droit à obtenir de l'aide.* »

Gabriella De Francesco, Conseillère, Ville de Malines, Belgique : « *Nous vivons à une époque de polarisation et de changements mondiaux : notre façon habituelle de faire les choses doit changer et nous pouvons le faire en racontant des histoires. Les gens font la ville et les gens aiment les histoires. A travers des histoires, les gens voient et se rapportent à l'histoire et à l'être humain derrière celle-ci, ils ne voient plus les différences.* »

Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général de CGLU Afrique : « *Nous espérons qu'il est définitivement admis que les migrants quittent un territoire ou une communauté pour s'installer dans un autre, c'est pourquoi les communautés et les territoires sont essentiels dans la question de la migration et dans la mise en œuvre du GCM. La migration est à la fois une chance et un défi : c'est un défi lorsqu'elle n'est abordée que sous l'angle de la sécurité, lorsque les moyens d'accueil sont insuffisants au niveau local et créent des tensions avec les populations locales, entraînant des situations de xénophobie et de violence. Et cela se produit au niveau communautaire* »

Laura Gonzales-Murphy, Directrice, Office of New Americans, État de New York, États-Unis : « *En tant que gouvernements locaux et régionaux, nous devons équilibrer le discours en incluant les citoyens et en les rassurant sur le fait qu'ils ne seront pas laissés de côté. Nous devons favoriser la relation individuelle entre les nouveaux arrivants et les communautés qui les accueillent. Pour créer le changement, nous devons éviter le ressentiment national et être inclusifs.* »

Manja Kargbo, Chef d'Équipe de l'Unité de Prestation du Maire, Freetown, Sierra Leone : « *Les villes travaillent de plus en plus dans le cadre de partenariats de ville à ville pour la mise en correspondance des compétences. Dans un programme que nous menons avec Milan - l'Initiative pour la Croissance et la Solidarité - nous essayons de changer la dynamique entre l'Afrique et l'Europe, de changer le discours et de nous rassembler en tant qu'égaux, ville à ville.* »

Véronique Lamontagne, Chargée de mission, Direction générale, Ville de Montréal, Canada : « *Avec la crise COVID-19, nous avons réalisé qu'en tant que villes, nous pouvons réellement inclure les migrants dans notre réponse en donnant la priorité à des actions menées dans trois domaines : une approche inclusive, la reconnaissance et la capitalisation des contributions des migrants à la relance, et des efforts en faveur d'un recrutement équitable et éthique.* »



Ahmed Skim, Directeur des Affaires de la Migration, Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, Chargé des Marocains Résidant à l'Étranger, Maroc : « *Les Villes et Régions marocaines sont aujourd'hui des acteurs fondamentaux dans la gestion de la migration au niveau territorial. Actuellement, le Maroc est en train de mettre en place une vision stratégique pour la territorialisation de la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile. Cette vision stratégique se base sur un processus participatif qui engage les acteurs les plus pertinents à ce sujet.* »

Alexandra Young, Directrice, Politique de migration internationale, Relations internationales et intergouvernementales, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté, Gouvernement du Canada : « *Ce n'est que par la collaboration entre tous les niveaux de gouvernement que nous pourrions obtenir ce dont nous avons besoin pour mieux reconstruire. Tous les niveaux de gouvernement ont un rôle essentiel à jouer. Au Canada, nous avons l'avantage d'avoir déjà mis en place de solides réseaux impliquant le niveau décentralisé, ce qui nous a permis de mieux répondre à la COVID-19. Une communication constante et bidirectionnelle est essentielle pour que nous puissions informer rapidement tous les niveaux de gouvernement, mais aussi pour que nous, au niveau fédéral, comprenions les réalités sur le terrain.* »

Bettina Etter, Conseillère Principale, Gouvernance Mondiale des Migrations, Direction suisse du développement et de la coopération, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse : « *Si la mobilisation urbaine et la réponse à la COVID au niveau local ont été formidables, on demande de plus en plus aux villes de faire davantage avec moins de moyens. Le financement du développement local devient plus important : l'espace fiscal infranational se réduit considérablement, tandis que les gouvernements locaux seront ceux qui devront faire face aux réalités de la pandémie à long terme, en particulier les villes secondaires et les villes moins grandes. De nouveaux partenariats avec des investisseurs et des acteurs du développement sont nécessaires pour relever ces défis. Le Fonds mondial des villes pour une réponse inclusive à la pandémie par le MMC en partenariat avec CGLU, NU-Habitat, OIM et le UNHCR fournit le soutien technique nécessaire pour répondre aux besoins des villes dans cette crise. Nous invitons tous les partenaires de développement et les gouvernements nationaux à nous aider à atteindre 22 villes d'ici 2022. Il est de la plus haute importance que les villes ne soient pas seulement incluses en tant que bénéficiaires mais qu'elles participent à la conception et à la sélection des projets de fonds internationaux.* »

SE Nasser bin Thani Juma Al Hamli, Ministre des Ressources Humaines et de l'Emiratization, Émirats arabes unis, Président du FMMD 2020 : « *L'une de nos priorités a été d'ouvrir l'ensemble du processus et du sommet du FMMD aux délégués des trois mécanismes du FMMD, et les discussions de cette semaine et de toute l'année ont clairement montré que les villes ont apporté une énergie nouvelle et des perspectives innovatrices aux débats. L'inclusion des parties prenantes sera vitale pour l'avenir du FMMD.* »